Résolution sur la situation des droits de l’homme en Haïti, en lien notamment avec la violence des gangs

2022/2856(RSP) - 06/10/2022 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté une résolution sur la situation des droits de l'homme en Haïti, notamment en ce qui concerne la violence en bande organisée.

Le texte adopté en plénière avait été déposé en tant que résolution commune par les groupes PPE, S&D, Renew, Verts/ALE, ECR, The Left et députés.

La situation humanitaire en Haïti s'est continuellement détériorée ces dernières années en raison de l'insécurité permanente dans le pays. Depuis l'assassinat du Président Jovenel Moïse en juillet 2021, **les gangs ont drastiquement acquis plus de pouvoir**, créant un sentiment d'insécurité omniprésent pour la population haïtienne. La violence croissante et l'escalade des violations des droits de l'homme ont affecté 1,5 million de personnes et ont entraîné le déplacement à l’intérieur du pays de 19.000 autres, 1,1 million de personnes ayant besoin d'aide. Cette crise sociopolitique et économique converge avec l'insécurité générale et la crise des gangs pour devenir **une catastrophe humanitaire**.

Il existe jusqu'à 200 gangs en Haïti, dont certains ont des liens avec des acteurs étatiques et des liens présumés avec des politiciens, et qui menacent de déstabiliser le gouvernement grâce à leurs ressources plus importantes et à leur armement. Les gangs ont exercé leur pouvoir et leur contrôle sur le territoire, l'accès au carburant et la livraison de l'aide humanitaire, défiant l'autorité de la police nationale haïtienne et d'autres institutions de l'État et entravant la capacité de la police nationale à lutter contre le trafic de drogue et d'autres crimes.

Le Parlement a condamné fermement les actes de violence et de destruction perpétrés par les gangs en Haïti et ont déploré le pillage de la nourriture et des fournitures humanitaires ainsi que les attaques contre les travailleurs humanitaires. Il a rappelé que les femmes et les filles ont besoin d'une attention et d'une aide particulière en matière d'accès aux soins et de protection contre les violences sexuelles. Il a exigé **la cessation immédiate de la violence des gangs** et des activités criminelles et a appelé l'UE et ses États membres à prendre les mesures appropriées, y compris le gel des avoirs et l'interdiction de voyager à l'encontre des personnes qui participent ou soutiennent la violence des gangs, les activités criminelles ou les violations des droits de l'homme, y compris la corruption.

Les autorités haïtiennes sont invitées à assurer une **meilleure gouvernance** à tous les niveaux de l'État et de la société, y compris la lutte contre la corruption, et à traduire les responsables en justice dans le cadre de procès équitables.

La résolution appelle toutes les parties prenantes en Haïti à mettre en place une solution durable, consensuelle et assortie d’échéance pour **permettre des élections législatives et présidentielles équitables**. Les autorités haïtiennes doivent assurer une meilleure gouvernance à tous les niveaux de l'État et de la société.

Enfin, tout en saluant l'allocation par l'UE de 17 millions d'euros pour soutenir les plus vulnérables en Haïti et dans d'autres pays des Caraïbes, la Commission est invitée à continuer à **donner la priorité à**

l'aide humanitaire à Haïti et à veiller à ce que la fourniture de l'aide humanitaire, notamment l'aide alimentaire d'urgence, soit efficacement liée à sa stratégie de développement et qu'elle bénéficie directement aux populations dans le besoin.